

Plan Général de Coordination Sécurité et de Protection de la Santé

Indice 1 du 4 septembre 2025 – Création du document



CESE - IENA	14/05/2025	DCE	ACCUEIL
Les cibles sont indicatives et devront être validées par l'entreprise avant fabrication.			BIAGE 3D RDC
d'Istria Studio		contact@distriastudio.fr	
Architecture d'intérieur et design d'objets		T. +33 1 45 71 62 00	

Réaménagement des espaces d'accueil

Palais IENA
9 Place d'Iéna
75 016 Paris

Chantier de catégorie 2

Maitre d'Ouvrage :
CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL
9 place d'Iéna
75 775 – Paris Cedex 16

Maitre d'Œuvre :
D'ISTRIA STUDIO
41 rue Violet – 75015 PARIS

Maitre d'Œuvre d'Exécution
POK ARCHITECTURES
6 avenue du Général Leclerc – 78 120 RAMBOUILLET

Coordonnateur S.P.S.
DYNATECH
8 avenue de la Division Leclerc - 92 290 CHATENAY-MALABRY
Tél. : 01 34 62 60 13 - Mob : 06.20.52.45.69
florian.sirodot@dynatech-conseil.fr

SOMMAIRE

Pages

I -	INTRODUCTION	4
II -	RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF	5
III -	PRESRIPTIONS LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE, APPLICABLES A L'OPERATION	7
IV -	MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER, ARRETEES PAR LE MOA ET LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR	8
V -	MESURES DE COORDINATION GENERALES PRISES PAR LE COORDONNATEUR	9
VI -	SUJETIONS RELATIVES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER	16
VII -	DISPOSITIONS GENERALES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT	17
VIII -	ORGANISATION DES SECOURS – INCENDIE	19
IX -	COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS – RELATIONS AVEC LE COORDONNATEUR	20
Annexe 1 -	<i>CANEVAS D'ELABORATION DU PLAN PARTICULIER ET DE PROTECTION DE LA SANTE (PPSPS)</i>	<i>23</i>
Annexe 2 –	<i>INSPECTION COMMUNE DANS UN ETBALISSEMENT EN ACTIVITE</i>	<i>27</i>
Annexe 3 –	<i>DIAGNOSTICS AMIANTE ET PLOMB</i>	<i>29</i>

I - INTRODUCTION

Cette opération est réalisée en tenant compte des dispositions de sécurité et de protection de la santé, applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil, issues de la Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 et du décret n° 2003-68 du 24 janvier 2003, portant transposition de la Directive du Conseil des Communautés européennes n° 92-57 du 24 juin 1992.

A ce titre, nous attirons votre attention sur le fait que vous devez répondre à l'appel d'offre en tenant compte des modalités d'organisation issues de ces textes et notamment des éléments suivants :

- a) Il a été désigné pour la phase de réalisation de l'ouvrage un coordonnateur dont la fonction est d'organiser la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé entre les différents intervenants du chantier. Dans ce cadre, les rôles qui sont dévolus à ce coordonnateur et qui impliquent les entreprises du chantier sont indiqués dans le présent document.
- b) Pour une meilleure exploitation de votre offre en matière de sécurité et de santé, il vous est demandé d'argumenter le choix de vos techniques, méthodes et matériels, dans le souci de répondre aux principes généraux de prévention énoncés au Code du Travail.

Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est un document écrit qui définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interactivité des différents intervenants sur le chantier ou de la succession de leurs activités.

Élaboré par le coordonnateur, le PGCSPPS est évolutif. Il sera complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et des modifications portées à votre connaissance.

Vous devez donc répondre à l'appel d'offre en prenant en compte les éléments d'informations détaillés ci-après

II - RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF

II - 1. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GENERAUX

II.1.1. Nom de l'opération :

RÉAMÉNAGEMENT DES ESPACES ACCUEIL

II.1.2. Adresse du chantier :

Palais IENA - 9 Place d'Iéna - 75 016 Paris

II.1.3. Description sommaire du programme

Travaux de réaménagement des espaces d'accueil du Palais, réalisés selon l'allotissement suivant :

- Installations de chantier - Curage - Maçonnerie (notamment ouvertures de baies pour créations de portes)
- CVC (création d'un rideau d'air chaud au niveau de l'accueil secondaire)
- Électricité - Audiovisuel (intégration de 2 écrans de communication)
- Menuiseries intérieures - Agencement - Mobilier
- Métallerie (cloisons vitrées)

Les lots suivants sont désignés pour la réalisation des travaux :

En attente réception

II.1.4. Organismes officiels de prévention

II.1.4.1.2 Inspection du travail du 75 (DRIEETS Ile de France)

Mail : idf-ut75.uc5@drieets.gouv.fr

Adresse : Unité départementale de Paris

210 quai de Jemmapes - CS 70103

75468 Paris Cedex 10

II.1.4.2. CRAM Ile de France

17-19 Avenue de Flandre

75019 PARIS

II.1.4.3. O. P. P. B. T. P.

25 avenue du Général Leclerc

92660 BOULOGNE-BILLANCOURT

II.1.5. Coordonnées des établissements de secours

II.1.5.1. Commissariat de Police

Tél. : 17

II.1.5.2. Sapeurs-Pompiers

Tél. : 18

II.1.5.3. Samu

Tél. : 15

II.1.6. Coordonnées des services publics et concessionnaires

II.1.6.1. Services Techniques EDF / GDF

Service Dépannage

Tél : 0810 433 575

Les coordonnées des autres concessionnaires doivent être obtenues auprès de la DAPI (Direction de l'Accueil des Publics et du Patrimoine Immobilier) :

- Laurent PATIN – Directeur
- Yves BOUVIER – Directeur adjoint & responsable immobilier
- Bernard Baulery – Coordinateur logistique et technique & responsable accueil et sécurité

II.1.7. Calendrier général des travaux, prévision des effectifs

Le calendrier général des travaux est spécifié sur le planning général, commun à tous les corps d'état, périodiquement réajusté lors des réunions de chantier. Le début des travaux est prévu courant 2025. Le chantier devrait durer environ 4 mois.

Les cantonnements seront aménagés par le MO dans les locaux situés cour au sous-sol du bâtiment. La mise en place de roulottes dans la cour extérieure à l'angle des avenues Albert de Mun et d'Iéna est également possible.

Le nombre d'entreprises appelées à se succéder sur le chantier est supérieur à 10 (sous-traitants compris) et les effectifs de pointe sont envisagés aux environs de 10 personnes.

Ce chantier est classé en **catégorie 2**.

Le chantier se déroule en site occupé.

II - 2. CONDITIONS TECHNIQUES du CHANTIER

II.2.1. Description des travaux préparatoires

- Les premières opérations concerneront essentiellement les approvisionnements et les aménagements des lieux de travaux.

II.2.2. Contraintes du site

Sur l'opération, les règles de fonctionnement et de sécurité suivantes, seront obligatoires :

- Tous les intervenants devront être identifiés dès leur arrivée. Le personnel devra porter un badge permettant de l'identifier facilement délivré par les services de la DAPI.
- L'accès des personnels et des véhicules se font par le 1, avenue d'Iéna.
- Amiante et plomb : **en attente retour diagnostic**
- Les demandes de stationnement dans les cours extérieures seront à demandées au préalable à la DAPI ;
- Les demandes de désinhibition des têtes de DI sont à formuler à la DAPI au préalable de toute intervention ;
- Les installations de chantier sont à la charge du lot GO dans les zones mises à disposition par le MO ;
- Le nettoyage des zones mises à la disposition par le MO et des zones travaux en fin de journée sont à prévoir par chaque titulaire de lot.
- Les sorties de secours du Palais doivent être dégagées de tout stockage en permanence ;
- Les horaires de travail autorisées par le Palais sont : **de 8h00 à 17h00 ;**
- Cigarettes et phares halogènes interdits sur le chantier (risque incendie) ;
- Port du badge remis par la DAPI et port des EPI (casque, chaussures, chasuble HV) obligatoires sur site ;
- En cas de recours à un sous-traitant, réalisation du formulaire DC4, PPSPS et VIC 1 semaine avant sont obligatoires au préalable des interventions ;
- Les travaux se déroulent en site occupé :**
 - Le balisage des zones de travail et la prévention des risques liés à la coactivité sont à la charge de chaque lot réalisant des travaux. Une attention particulière sera portée sur les échaudages et les moyens pour travailler en hauteur.
 - Les zones de chantier dans les parties communes sont entièrement closes correctement fermées et entretenues pour éviter toute dissémination de poussières.
 - Les zones de travail devront être nettoyées efficacement quotidiennement.
- Les zones en activité (réceptions, bureaux, bâtiments...) seront strictement interdites au personnel de chantier.
- Les travaux par point chaud et propageant des poussières seront déclarés pour validation à la DAPI. Les travaux seront surveillés par des personnels compétents des entreprises. Tous les intervenants auront l'obligation de se soumettre aux exigences de protection incendie (extincteurs, sable à proximité...). Fin des travaux par point chaud obligatoire à 15h00.
- Les zones d'accès et de stockage indiqués par le maître d'œuvre devront être respectées par tous les intervenants de façon à maintenir les accès, circulations et issues de secours des zones en activité.
- Les phares de chantier halogène sont interdits (trop chaud – risque incendie), ils devront être remplacés par des LED.
- Les contraintes d'accès et de livraison propre au palais devront être scrupuleusement respectées par le titulaire du lot GO, et ses sous-traitants.

III - PRESCRIPTIONS LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE APPLICABLES A L'OPERATION

III - 1. PHASE de PREPARATION de CHANTIER

a) Dès qu'ils en ont connaissance, les MO, MOe et le cas échéant, les entreprises titulaires de Lot diffuseront au coordonnateur sécurité santé les éléments suivants :

- * Les noms et adresses des entrepreneurs et sous-traitants (un seul niveau autorisé),
- * La date approximative d'intervention de chaque sous-traitant,
- * L'effectif prévisible par entreprise des travailleurs affectés au chantier,
- * La durée prévue des travaux de chaque sous-traitant.

b) Chaque entreprise réalisant des travaux (entreprise titulaire de Lots et sous-traitants) doit rédiger un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P. P. S. P. S.) avant de démarrer toute intervention sur le chantier.

Pour cela, elle dispose d'un délai de préparation à compter de la réception de son contrat signé pour élaborer le PPSPS. Le délai est réduit pour les entreprises qui effectueront des travaux de second œuvre.

Le PPSPS devra comporter un certain nombre de chapitres dont nous dressons la liste dans un canevas type que nous joignons en annexe du présent plan général de coordination.

Les entreprises titulaires d'un lot et désirant sous-traiter tout ou partie de leurs travaux, devront communiquer leurs PPSPS à leurs sous-traitants.

c) Préalablement à toute intervention, chaque entreprise (entreprise titulaire de Lot ou sous-traitant) procédera à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur sécurité en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer.

Cette inspection commune aura lieu avant la diffusion du PPSPS, de manière à intégrer éventuellement dans ce document, les consignes résultant de l'inspection.

d) Chaque entreprise diffusera un exemplaire de son PPSPS ou de son plan de retrait au coordonnateur sécurité. Toutes les entreprises tiendront leur PPSPS à disposition sur le chantier.

e) CISSCT
Non concerné

III - 2. PHASE de TRAVAUX

Pendant toute la durée du chantier, le coordonnateur sécurité organise entre les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, la coordination de leurs activités simultanées ou successives. A ce titre, chaque entreprise devra intégrer dans son organisation de travail, ainsi que dans le choix des moyens mis à disposition de ses salariés, les modalités retenues par le coordonnateur.

IV - MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

IV - 1. PHASAGE DES TRAVAUX

Le plan de phasage devra permettre le respect des principes généraux de prévention définis par le Code du Travail et faciliter l'organisation du chantier et la coordination entre les différents intervenants sur le chantier.

Le planning indiquera :

- Les interventions des entreprises titulaires des marchés (en précisant les zones et les délais pour chaque phase de travaux)
- Les interventions des diverses autres entreprises
- L'adaptation des divers phasages en fonction des aléas, des modifications de travaux et des retards éventuels
- Un phasage précis devra être remis au coordonnateur pendant toute la durée du chantier ou être indiqué dans les comptes-rendus de chantier rédigés par les intervenants.

IV - 2. OUVERTURE DE CHANTIER

Chaque entreprise doit établir sa déclaration d'ouverture de chantier et l'adresser aux organismes concernés. Le MOA communiquera au coordonnateur les noms et les adresses des entreprises ainsi que les dates de début et de fin d'intervention au fur et à mesure de leur désignation.

Chaque entreprise devra présenter ses sous-traitants pour accord au MOA.

Ces renseignements sont tenus sur le Registre - Journal du coordonnateur, qui peut être consulté sur demande sur le site.

IV - 3. AFFICHAGE DES ENTREPRISES

Les entrepreneurs (y compris sous-traitants et artisans) doivent faire apposer sur le chantier une affiche indiquant :

- Leurs noms et coordonnées,
- Les numéros de téléphone d'appel d'urgence.

Les entreprises mettront en place dès leur arrivée des panneaux en ce sens en signalant l'interdiction faite au public de pénétrer sur le chantier. Ces panneaux resteront jusqu'à la fin du chantier

IV - 4. MODALITES D'ACCES AU CHANTIER

L'accès du personnel au chantier se fera par un accès séparé pour les personnels de chantier. Cet accès pourra en fonction des options choisies, être soit conservé pour l'accès des salariés au chantier, soit être déplacé. Dans tous les cas, un plan sera diffusé par l'entrepreneur avant chaque phase de chantier

Le personnel des entreprises devra être identifié en permanence. En cas de doute, le coordonnateur pourra avertir le MOA qui prendra les sanctions les plus adaptées.

IV - 5. INSTALLATIONS DE CHANTIER (voir le détail aux chapitres VII – 1-2 et suivant)

Le titulaire du Lot GO organisera avant toute intervention les installations de chantier pour 6 à 10 personnes sur le site du palais, aux endroits définis avec les représentants de la DAPI.

Les zones et les raccordements nécessaires ont été réservés à cet effet par le MOA.

Le Lot GO installera l'ensemble des installations nécessaires aux personnels des entreprises et en aura la charge et l'entretien (consommables compris) jusqu'à la fin du chantier.

Les locaux mis à disposition du personnel comprennent des vestiaires, des réfectoires, et des sanitaires répondant aux prescriptions d'hygiène des locaux affectés au travail du code du travail et seront conformes aux prescriptions incendie. D'une manière générale, il est fait obligation aux salariés d'utiliser les installations mises à leur disposition.

V - MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR

V - 0. AMIANTE PLOMB

Avant le début des travaux, les entreprises sont informées qu'aucune intervention ne doit se réaliser sur des éléments contenant de l'amiante ou du plomb sans être formé ou habilité (cf. diagnostics).

En cas d'insuffisance dans le dossier technique ou de découverte de matériaux douteux, l'entreprise devra réaliser les opérations suivantes :

- A. Arrêt de la zone
- B. Signalement immédiat au MOA et au Coordonnateur SPS
- C. Réalisation des diagnostics ou analyses nécessaires
- D. Communication des résultats au MOA et au Coordonnateur SPS

E. Reprise des travaux avec les nouvelles dispositions de protection de la santé nécessaires

Dans tous les cas, les entreprises concernées par les contacts avec l'amiante, devront rédiger des additifs au PPSPS ou au plan de retrait à transmettre au coordonnateur

Réalisé par

MOA

A la charge de

MOA

Toute entreprise

Toute entreprise

Entreprise
concernée

Entreprise
concernée

V - 1. VOIES ET ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATIONS HORIZONTALES OU VERTICALES

Les voies publiques extérieures à l'emprise du chantier seront strictement interdites à la circulation des engins de chantier, sauf pour les transits et avec des personnels autorisés titulaires de permis de conduire et dans des zones matérialisées à l'aide de barrières physiques.

Les zones de circulations menant les engins aux zones de travail devront être maintenues dégagées de tous matériaux et matériels et balisées pour avertir les piétons.

L'entretien de ces circulations sera prévu durant la durée des manutentions.

Durant les périodes de gel, des dispositions nécessaires pour limiter les risques de chutes et de glissades sur l'ensemble des accès seront à prendre.

Le lot GO assurera, durant toute la durée de l'opération, l'aménagement des aires de déchargement. Elle réalisera, à ce titre, les demandes administratives auprès des services de voiries ou des services techniques.

Réalisé par

Toute entreprise

A la charge de

Toute entreprise

V - 2. MANUTENTION MECANIQUE

Il sera installé un moyen mécanique si nécessaire pendant toute la durée de l'opération. Ce moyen sera disponible pour tous les Lots (monte meuble, treuils, sapine ou équivalent)

Réalisé par

Lot GO

A la charge de

Lot GO

V. 2.1. Gestion des approvisionnements et des stockages

L'attention des entreprises est attirée sur le fait qu'il convient de prendre les mesures nécessaires d'organisation afin de limiter au maximum l'encombrement des voies de circulation.

Il appartient à chaque entreprise de définir les moyens nécessaires à la mécanisation des manutentions horizontales (chariots, transpalettes, diables...).

Les manutentions verticales devront être organisées de façon à utiliser les moyens mis à disposition dans le cadre de l'organisation générale de chantier.

Les entreprises devront au cours de la réunion de chantier, remettre leur planning de livraison et d'approvisionnement pour approbation. Les produits à risques devront faire l'objet de fiches dans les PPSPS avec un détail des moyens de prévention (hydrocarbures, peintures, solvants, huiles...).

Le plan de gestion des approvisionnements et des stockages devra être présenté au coordonnateur en réunion de chantier. Une zone spécifique « produits toxiques et/ou inflammables » sera prévue sur le site à l'extérieur si nécessaire.

Réalisé par

Toute entreprise

A la charge de

Toute entreprise

Toute entreprise

Toute entreprise

Voir chapitre précédent

Toute entreprise

Toute entreprise

Toute entreprise

Toute entreprise

Lot GO

Lot GO

V.2.2. Accrochage sur l'ouvrage des moyens de levage

Les accrochages sont interdits sur les ouvrages. Sauf si une note de calcul justifie ces installations

Réalisé par

Toute entreprise

A la charge de

Toute entreprise

V.2.3. Vérification des appareils de levage

L'ensemble des installations de levage, les appareils de levage et d'élévation du personnel devront être vérifiés conformément aux textes en vigueur, préalablement à leur mise en service sur le chantier.

Les salariés chargés de la conduite des engins de levage ou des élévateurs de personnel devront être détenteur d'une autorisation de conduite délivrée par le Chef d'Entreprise.

Le Coordonnateur vérifiera par sondage, les autorisations délivrées au personnel qualifié et que les consignes de sécurité du site sont bien connues du personnel de conduite.

Réalisé par

Toute entreprise

A la charge de

Toute entreprise

Toute entreprise

Toute entreprise

Toute entreprise

Toute entreprise

V - 3. DELIMITATION DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE

V.3.1. Stockage

Les matériels et matériaux devront être distribués au fur et à mesure de l'avancement.

Réalisé par

Toute entreprise

A la charge de

Toute entreprise

V.3.2. Magasins

	Réalisé par	A la charge de
Le stockage de produits dangereux n'est pas autorisé sauf plan précis et délimitation des zones avec des moyens de lutte contre l'incendie adapté.	Toute entreprise	Toute entreprise
Chaque magasin devra clairement être identifié (nom de l'entreprise). Chaque entreprise assurera la mise en place des moyens de lutte contre le feu dans chaque local ou magasin.	Toute entreprise Toute entreprise	Toute entreprise Toute entreprise
Les entreprises seront tenues de libérer les lieux au fur et à mesure des besoins, en fonction de l'avancement des travaux sur demande du MOA.	Toute entreprise	Toute entreprise

V - 4. STOCKAGE - ELIMINATION - EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES**V.4.1. Nettoyage des voies publiques**

	Réalisé par	A la charge de
Chaque lot assurera pendant le chantier, le nettoyage des voies publiques empruntées par ses entreprises.	TCE	TCE
En cas de défaut, l'entreprise désignée par le MOA palliera aux entreprises défaillantes et refacturera ses interventions	L'entreprise désignée	TCE défaillant

V.4.2. Évacuation des déchets

	Réalisé par	A la charge de
Le Lot GO mettra à disposition de l'ensemble des sous-traitants, des bennes ou bac à déchets en quantité suffisante et assurera l'évacuation des gravois en centre de revalorisation ou d'enfouissement technique adapté pendant toute la durée de l'opération.	Lot GO	Lot GO
Chaque entreprise est chargée quotidiennement d'assurer le nettoyage de ses zones de travail et d'acheminer l'ensemble de ces déchets jusqu'aux bennes par tous moyens adaptés. L'évacuation des gravois et déchets par les trémies et par l'extérieur du bâtiment est interdite (sauf goulotte conforme).	Toute entreprise	Toute entreprise
En cas de manquement d'une entreprise, le MOA ou le Coordonnateur pourront demander à l'entreprise ou à une entreprise spécialisée de procéder au nettoyage au frais de l'entreprise défaillante.	Entreprise désignée par le MOA	Entreprise défaillante

V.4.3. Matières et substances dangereuses

	Réalisé par	A la charge de
Chaque entreprise utilisatrice de substance et de matière dangereuse fera son affaire de l'évacuation des emballages, produits souillés et autres éléments pollués suivant les indications du fabricant portées sur la fiche de données de sécurité.	Toute entreprise	Toute entreprise

V - 5. PROTECTIONS COLLECTIVES

Le lot GO est chargé de la mise en place, de l'entretien et de la maintenance des protections collectives à l'intérieur et à dans les zones travaux pendant toute la durée du chantier

Cette charge pourra être partiellement reportée sur une autre entreprise après avoir réalisé un état des lieux contradictoire et déterminé précisément qui fait quoi dans un document visé par les deux intervenants concernés.

Les protections collectives seront étudiées par l'entreprise en collaboration avec les autres entreprises, et le Coordonnateur de manière à rechercher une utilisation commune à un maximum d'intervenants.

Dans le cas où une entreprise doit déplacer les protections collectives pour les besoins de ses travaux, elle devra les remplacer pendant ses interventions par un dispositif assurant une protection correcte pour l'ensemble des personnes qui interviennent sur le chantier.

Chaque entreprise devra à l'issue de ses interventions rétablir, sur les lieux de son intervention, un degré de protection au moins équivalent à celui initialement mis en place par l'entreprise initiale.

Le MOA et le Coordonnateur pourront en cas de manquement à la sécurité d'une entreprise demander à une autre entreprise de réaliser les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail de l'entreprise défaillante aux frais de cette dernière.

Dès que possible :

- Les réservations devront être rebouchées
- Les éléments de protection définitifs devront être mis en place (garde-corps, porte palière d'ascenseur,).

Principe d'action en cas de défaillance d'un intervenant :

Le coordonnateur, le maître d'œuvre, ou le MOA qui constaterait que l'intervenant n'est pas capable de fournir, d'installer, d'entretenir ou de remplacer une protection collective, interviendrait sur-le-champ et aux frais de défaillant pour supprimer le risque. Une réunion extraordinaire du sera immédiatement planifiée dans une telle situation pour revoir l'organisation des protections en cause

Réalisé par

A la charge de

Lot GO

Toute entreprise
suivant
convention

Toute entreprise

Toute entreprise

Toute entreprise

Toute entreprise

Toute entreprise

Toute entreprise

Entreprise
désignée par le
MOA

Entreprise
défaillante

Toute entreprise

Toute entreprise

CSPS
MOA
MOE

Entreprise
défaillante

V - 6. INSTALLATIONS ELECTRIQUES

Le Lot électricité assurera ou prendra sous sa responsabilité :
- L'alimentation du tableau général depuis le branchement électrique existant :

Depuis ce tableau seront alimentés :

a) L'installation nécessaire à l'alimentation des locaux cantonnements.

Réalisé par

A la charge de

Lot électricité

Lot électricité

b) L'installation nécessaire aux matériels de l'entreprise, mis en place sous sa responsabilité et à sa charge.

c) L'installation d'éclairage des circulations et des tableaux, éclairages de sécurité (blocs de secours).

d) La maintenance technique et le remaniement des installations seront réalisés et à la charge du Lot électricité

V.6.1. Installation de distribution

Depuis l'armoire générale, il devra être prévu, en nombre suffisant, des départs permettant l'alimentation des zones de travaux.

Le nombre d'armoires prévues sera suffisant pour alimenter normalement l'ensemble des entreprises présentes sur le chantier. Leur implantation devra permettre, en tout point du bâtiment et de ses abords, de ne pas être éloigné de plus de 25 m de l'une d'entre elles.

L'alimentation depuis les armoires de distribution jusqu'à l'appareillage de chantier sera à la charge de chaque entreprise. Les prolongateurs de raccordement utilisés en aval des coffrets de distribution devront, pour toutes les entreprises, être du type HO7 RNF et ne pas avoir une longueur supérieure à 25 m.

Réalisé par

Lot électricité

Lot électricité

TCE

A la charge de

Lot électricité

Lot électricité

TCE

V.6.2. Installations d'éclairage

Seront éclairés :

- Les cheminements et circulations intérieurs et extérieurs des zones travaux
- Les escaliers
- La circulation publique (lustres) + projecteurs.
- **Tous les locaux présentant des risques de chute de hauteur (trémies, vide, escalier,)**

L'éclairage correct des postes de travail est à la charge de chaque entreprise. **Les phares halogènes sont interdits et devront être remplacés par des phares à LED.**

Réalisé par

Lot électricité

TCE

A la charge de

Lot électricité

TCE

V.6.3. Installations nécessaires aux cantonnements et aux bureaux

Depuis le tableau de distribution mis à disposition, la réalisation et l'entretien de l'installation nécessaire à l'alimentation électrique des locaux privatifs (vestiaires, réfectoires, sanitaires).

Chacune des installations précédemment mentionnées devra être vérifiée par un organisme agréé avant toute mise en service et vérifiée tous les ans et à chaque modification.

Réalisé par

Lot électricité

Lot électricité

A la charge de

Lot électricité

Lot électricité

Une copie du rapport de vérification sera fournie au Coordonnateur en matière de sécurité et de santé.

Ces installations devront notamment comporter les protections et dispositifs suivants :

- Protection contre les surintensités et court-circuit
- Protection des travailleurs contre les masses mises accidentellement sous tension par dispositif à courant résiduel à haute sensibilité (30 mA).

Lot électricité

Lot électricité

V - 7. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTION SUR LE SITE

V.7.1. Travaux superposés

Le phasage des travaux devra être réalisé en accord avec le MOA de manière à éviter les superpositions et juxtapositions de tâches.

Afin d'éliminer les risques de superposition, l'ensemble des aires situées sous des postes de travail en élévation (échafaudage de grande hauteur, nacelles élévatrices, échafaudages volants,) seront interdites d'accès au moyen d'un dispositif physique.

Les dispositions générales suivantes devront être respectées par l'ensemble des intervenants :

Survol de la grue (en cas de présence d'une grue)

- Les survols des voies publiques en charge seront interdits
- Des autorisations seront à obtenir pour les survols des voisins et une déclaration sera à faire auprès des autorités administratives (mairie, département, préfecture)

Réalisé par

A la charge de

Toute entreprise

Toute entreprise

Toute entreprise

Toute entreprise

Lot concerné

Lot concerné

V.7.1.1. Protections liées à la superposition des tâches dans un Lot

PRINCIPE GENERAL

Quelle qu'en soit l'origine, le titulaire du Lot mettra en place les mesures de protection nécessaires (filets, platelage,) et en assurera l'entretien et le démontage.

Réalisé par

A la charge de

Toute entreprise

Toute entreprise

V.7.1.2. Protections liées à la superposition des tâches dans plusieurs Lots

PRINCIPE GENERAL

Si l'origine vient de la configuration des locaux ou de la nature des prestations, le ou les Lots réalisant les travaux le plus en hauteur mettront en place les protections nécessaires.

Si l'origine est un retard, le titulaire du Lot en retard mettra en place les protections nécessaires à la sécurité des autres Lots.

Dans les deux cas, la fourniture, la mise en œuvre, l'entretien et le nettoyage avant démontage des dispositifs de protection sont à la charge du Lot utilisateur.

En cas de litige entre entreprises, la décision du MOA s'imposera.

Réalisé par

A la charge de

Entreprise concernée

Entreprise concernée

Entreprise concernée

Entreprise concernée

MOA

Toute entreprise

V.7.2. Travaux en façade

	Réalisé par	A la charge de
Les opérations de grutage – si requis - feront l'objet de PPSPS avec Balisage obligatoires	TCE	TCE

V.7.3. Travaux polluants

Les travaux générateurs de nuisances tels que bruits, émanation de vapeurs dangereuses ou de poussières, seront réalisés dans des zones isolées. En cas d'impossibilité, il appartiendra à l'entreprise génératrice de ces nuisances de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la mise en sécurité des autres intervenants. A cet effet, l'utilisation de dispositifs de protection collectifs sera privilégiée plutôt que le recours aux protections individuelles.

Si les postes de travail se réalisent en milieu confirmés, des extracteurs et les ventilations seront mis en œuvre pendant les phases de travaux.

Le lot GO organisera les travaux pour que le planning soit compatible avec les délais de mise en œuvre des confinements nécessaires

Réalisé par	A la charge de
TCE	TCE
Lot GO	Lot GO

V.7.4. Travaux en hauteur – Échafaudages - Sapines

Chaque entreprise précisera dans son PPSPS le type de matériel qu'elle compte mettre en œuvre pour ses travaux en hauteur et une harmonisation sera réalisée. Il sera recherché la mise en commun des échafaudages.

Les escabeaux sont interdits, sauf dans les locaux exigus.

Chaque échafaudage devra être réceptionné et vérifié tous les trois mois. L'entretien devra être réalisé par des personnels formés.

Le sol et les calages devront faire l'objets de contrôles réguliers.

Réalisé par	A la charge de
Tous Lots	Tous Lots
Toute entreprise	Toute entreprise

V - 8. PROTECTION INCENDIE (voir également le chapitre VIII – 2)

Chaque entreprise assurera, sur l'ensemble de ses postes de travail présentant des risques d'incendie, la fourniture des moyens de protection adaptés aux risques créés.

Les entreprises mettant en œuvre des produits inflammables devront procéder à une surveillance de l'ambiance de travail et mettre si nécessaire en place un dispositif de ventilation mécanique. Elles devront également signaler la zone de travail à risque au directeur du site qui validera les autorisations de travail par point chaud ou par un permis feu.

Réalisé par	A la charge de
Toute entreprise	Toute entreprise
L'entreprise Et directeur du site	Toute entreprise

V - 9. SIGNALISATION**V.9.1. Panneaux de chantier**

L'ensemble des panneaux signalétiques, y compris les affichages réglementaires seront réalisés par le Lot GO

Réalisé par

Lot GO

A la charge de

Lot GO

V.9.2. Signalétique - Fléchage

Le Lot GO assurera pendant toute la durée du chantier le fléchage des sorties et des accès y compris les panneaux « chantier interdit au public ».

Réalisé par

Lot GO

A la charge de

Lot GO

VI. SUJETIONS RELATIVES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER

Les installations et accès devront respecter les limites du programme et les règles de circulation.

L'entreprise titulaire du Lot GO fera son affaire des démarches administratives auprès des services de la voirie en cas de nécessité de modification des règles de circulation de la voie d'accès au chantier. Les DICT devront être transmises dans les délais réglementaires.

L'activité du chantier ne devra à aucun moment remettre en cause la progression des véhicules des services de secours pour toute intervention sur les bâtiments d'activité adjacents et contigus.

Réalisé par

Lot GO

A la charge de

Lot GO

TCE

TCE

VI - 1. CLOTURES DE CHANTIER

Le chantier est rendu clos et indépendant du fait de sa localisation intérieure. L'accès, ouverture et fermeture du chantier seront gérés par le lot GO

Réalisé par

Lot GO

A la charge de

Lot GO

VI - 2. CO-ACTIVITE AVEC DES ETABLISSEMENTS COMMERCIAUX ET DES OCCUPANTS LOCATAIRES DANS L'EMPRISE DU CHANTIER

Plusieurs parties des bâtiments seront maintenues en activité pendant la durée du chantier. Ces zones seront strictement matérialisées et interdites aux personnels des entreprises du chantier.

Les accès seront balisés et protégés jusqu'à la fin des opérations (sorties de secours comprises).

Réalisé par

Lot GO

A la charge de

Lot GO

VII - DISPOSITIONS GENERALES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT

VII - 1. VOIES ET RESEAUX DIVERS (V. R. D.)

Ces travaux sont réalisés dès l'arrivée du premier entrepreneur et font l'objet de règlements séparés.

VII.1.1. Électricité

Les raccordements se feront sur les installations électriques EDF GDF existantes.
Dans tous les cas, l'entreprise devra se mettre en relation avec l'entreprise de maintenance au sein des bâtiments.

Réalisé par

Lot électricité

A la charge de

Lot électricité

VII.1.2. Eau potable

Le raccordement se fera sur le réseau concessionnaire y compris compteur

Réalisé par

Lot électricité

A la charge de

Lot électricité

VII.1.3. Eaux usées

Le raccordement se fera conformément au règlement de santé publique sur le réseau général.

Réalisé par

Lot GO

A la charge de

Lot GO

VII.1.4. Eaux chargées

L'évacuation vers le réseau public des eaux chargées de laitance ou de béton ne peut se faire qu'après décantation dans des bacs désableurs provisoires.

Réalisé par

Lot GO

A la charge de

Lot GO

VII.1.5. Cantonnements

Le Lot Go assurera la préparation nécessaire à la mise en place des cantonnements dans les zones définies par le MOA.

Réalisé par

Lot GO

A la charge de

Lot GO

VII.2.1. Sanitaires

Le Lot GO mettra en place, pour l'ensemble des entreprises, les installations sanitaires nécessaires aux besoins du chantier.

Ces installations seront dimensionnées de manière à respecter les quotas suivants :

- 1 point d'eau réglable pour 10 personnes
- Des douches en nombre suffisant
- 1 WC et 1 urinoir pour 20 personnes

Réalisé par

Lot GO

A la charge de

Lot GO

L'entreprise assurera :

- Le nettoyage régulier de ces locaux et circulations communes.
- La fourniture des consommables (savon, essuie-mains, papier toilette) tant que nécessaire
- La fourniture des extincteurs en nombre suffisant
(la maintenance et vérification étant également pris en charge)

VII.2.2. Vestiaires – Refectories

L'Entreprise titulaire du lot GO mettra en place les installations nécessaires pour 6 à 10 personnes.

A) Vestiaires:

Ils devront être équipés :

- D'armoires individuelles ininflammables double compartiment.
- De sièges en nombre suffisant
- De moyens de chauffage

B) Réfectoire :

- Ces locaux devront être dimensionnés de manière à prévoir une surface de 1,25 m² par salarié.

Ils seront équipés :

- De table et chaises en quantité suffisante
- D'un robinet d'eau potable eau chaude / eau froide
- D'un réfrigérateur
- D'un moyen de réchauffer les plats
- D'un moyen de chauffage
- Réalisera le nettoyage régulier de ses locaux et l'évacuation de ses ordures

- Veillera à ce que la circulation entre ses vestiaires, réfectoires et les locaux sanitaires soit couverte et réalisera les travaux nécessaires à toutes ces installations

- Pour chacun de ces locaux, les branchements électriques depuis le tableau général seront mis à disposition par l'entreprise d'électricité raccordés par cette même entreprise.

- Le nettoyage des installations sera assuré par le jusqu'à la fin du chantier.

Toutefois, toutes les entreprises doivent se sentir responsables des locaux collectifs et devront veiller au respect des installations par leur personnel.

Réalisé par

MO

A la charge de

MO

VII – 3. SANITAIRES DANS L'EMPRISE DE LA CONSTRUCTION

Il sera installé un sanitaire par zone de travail (pas plus de 10 minutes pour se rendre aux sanitaires)

Réalisé par

Lot GO

A la charge de

Lot GO

VII - 4. POINT D'EAU POUR LE CHANTIER

Le lot GO assurera la mise en place de robinets d'eau munis de bacs pour récupérer le trop plein dans toutes les zones nécessaires

- Les eaux sales seront évacuées conformément à la réglementation en vigueur.

Réalisé par

Lot GO

A la charge de

Lot GO

VIII - ORGANISATION DES SECOURS - INCENDIE**VIII - 1. ORGANISATION DES SECOURS**

Chaque entreprise, conformément à la réglementation, devra dans ses équipes de travail, disposer de salariés Sauveteurs Secouristes du Travail formés ou recyclés depuis moins d'un an (1 pour 20).

Chaque entreprise devra disposer, à proximité des postes de travail, d'une trousse de premiers secours, et afficher les numéros de téléphone d'urgence RAPPEL du NUMERO d'URGENCE : 18.

Toutes les entreprises doivent laisser libre sur 0,80 m toutes les aires de circulation.

Les entreprises devront dans les 48 heures qui suivent tout accident du travail communiquer au Coordonnateur le compte rendu des circonstances de l'accident.

Réalisé par

Toute entreprise

A la charge de

Toute entreprise

Toute entreprise

Toute entreprise

Toute entreprise

Toute entreprise

Toute entreprise

Toute entreprise

VIII - 2. INCENDIE

Chaque entreprise est tenue de :

- Prendre toutes les mesures nécessaires pour la lutte contre l'incendie.

- Porter à la connaissance du personnel toutes les consignes en cas d'incendie, et s'assurer qu'il est sensibilisé au maniement d'un extincteur.

- Tenir à jour l'affichage des consignes d'incendie.

- Faire vérifier par un organisme agréé les extincteurs et autres matériels de lutte contre l'incendie et consigner les observations sur le registre de sécurité conservé sur le chantier.

Réalisé par

Toute entreprise

A la charge de

Toute entreprise

Toute entreprise

Toute entreprise

Toute entreprise

Toute entreprise

Toute entreprise

Toute entreprise

- Si les travaux à exécuter comportent l'usage d'un chalumeau, d'un arc électrique ou plus généralement d'une flamme, et que les opérations correspondantes ne sont pas effectuées dans un local prévu à cet effet, l'entrepreneur doit appliquer les règles de prévention définies pour de tels travaux (demande d'autorisation de travail par point chaud délivrée par le PC sécurisé.

Le Lot GO mettra en œuvre sur le chantier, chacun pour ses opérations, un plan de maîtrise des incendies par les moyens suivants :

- **Surveillance et autorisation des points chauds avec le suivi des permis feu**
- **Extincteurs à disposition à tous les niveaux des bâtiments concernés par les travaux**
- **Signalétique**
- **Tout moyen supplémentaire en fonction des risques rencontrés**

Toute entreprise

Toute entreprise

Lot GO

Lot GO

IX - MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS, OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS - RELATIONS AVEC LE COORDONNATEUR

IX - 1. GENERALITES

En vue de permettre au Coordonnateur d'assumer sa mission de façon efficace, le Moa a arrêté les dispositions ci-après :

- Les études réalisées intéressants la santé et la sécurité tant par la Maitrise d'œuvre que par les entreprises ou d'autres intervenants, seront communiquées au Coordonnateur dès leur mise au point,
- Les entreprises sont en outre tenues de communiquer au Coordonnateur toutes précisions ou renseignements que celui-ci pourrait être amené à leur demander concernant leurs modes d'intervention sur le chantier,
- Les entreprises sont tenues de se conformer aux demandes du Coordonnateur,
- Le coordonnateur pourra à tout moment avoir accès au chantier, les entreprises étant tenues de faciliter ses visites.

L'attention des différents intervenants est enfin attirée sur la nécessité de respecter strictement les dispositions de leurs contrats respectifs qui gouvernent leurs relations avec le Coordonnateur.

Travailleurs Indépendants

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis :

- Aux mesures générales de protection,
- Aux modalités de l'évaluation des risques pour la santé et de la sécurité liés aux choix des procédés, des équipements de travail,
- Aux actions des Organismes Professionnels d'Hygiène et de Sécurité et des conditions de travail,
- Aux règles relatives aux substances et préparations dangereuses,
- À la mise en place, à l'acquisition et à l'utilisation de matériel conforme,
- À mettre en œuvre, vis-à-vis des autres personnes intervenant sur le chantier, comme d'eux-mêmes, les principes généraux de prévention.

Le Plan Général de Coordination est applicable en totalité.

IX.2. PLAN PARTICULIER DE SECURITE

Rappel à toutes les entreprises de l'obligation d'établir un Plan Particulier de Sécurité (PPS-PS), préalable aux travaux.

Le cadre de ce PPSPS est joint en annexe 1.

IX. 3. SOUS-TRAITANTS

L'entreprise titulaire du marché a l'obligation de remettre le présent Plan Général de Coordination (P.G.C.) à ses sous-traitants, ainsi qu'un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a lui-même retenues en matière d'hygiène et de sécurité (ce peut-être son propre PPS).

Obligation d'établissement d'un PPSPS par le sous-traitant après remise de ces documents, préalablement aux travaux.

Obligation pour chaque sous-traitant d'assister aux réunions du CISSCT (non concerné pour cette opération).

L'entrepreneur ayant plusieurs sous-traitants communique, dès la conclusion du contrat, les noms et adresses des autres sous-traitants et transmet sur leur demande et avant le démarrage de leur intervention les PPSPS établis par les autres sous-traitants.

IX. 4. UTILISATION DE PERSONNELS INTERIMAIRES

Les entrepreneurs utilisant du personnel intérimaire s'assurent :

- Que le personnel soit apte à effectuer le travail auquel il est destiné, et que les travaux réalisés ne sont pas interdits aux intérimaires
- Que le certificat d'aptitude médicale pour la profession déterminée a bien été délivré,
- Que l'intéressé est en règle (carte de travail, carte de séjour),
- Que le personnel a suivi une formation renforcée de sécurité.

IX. 5. REGISTRES REGLEMENTAIRES

Chaque entreprise mettre sur le site et à disposition permanente, les documents suivants :

- Registre de l'inspection du travail,
- Registre d'observations des travailleurs,
- Registre de sécurité,
- Registre du personnel et des aptitudes médicales.

IX. 6. FORMATION DES PERSONNELS

Le personnel des entreprises, les salariés intérimaires ou sous statut précaire doivent avoir reçu la formation pratique et appropriée en matière de sécurité et ne formation complémentaire concernant les mesures particulières liées aux risques les plus importants, conformément au Code du Travail.

IX.7. RAPPORT ET NOTES

Les entreprises communiqueront systématiquement au Coordonnateur de sécurité les notes et observations :

- De l'Inspection du Travail
- De la CRAMIF
- De l'OPPBTP
- Des bureaux de contrôle
- De son propre encadrement.

IX.8. ACCIDENTS DU TRAVAIL

Les prescriptions de la Sécurité Sociale sur les accidents du travail sont applicables sur le chantier au personnel des entreprises.

Le coordonnateur de sécurité et de protection de la santé doit être averti, sans retard, de tout accident ayant entraîné ou non-arrêt de travail et immédiatement de tout accident grave.

Les déclarations d'accident de travail ou de trajet par les textes en vigueur doivent être faites par l'employeur du salarié, même si celui-ci est mis à la disposition d'une autre entreprise (prêt à but non lucratif).

Chaque entreprise communiquera (titulaires, co-traitants, et sous-traitants) trimestriellement au Coordonnateur de sécurité avant les CISSCT (non concerné pour cette opération) :

- Le nombre d'heures travaillées sur le chantier,
- L'effectif,
- Le nombre d'accidents déclarés avec arrêt,
- Le nombre de jours d'arrêt,
- Les renseignements relatifs (nom de la personne, jour de l'accident, circonstances et causes de l'accident, etc....).

IX.9. REUNION D'HARMONISATION DE SECURITE

Des réunions spécifiques seront organisées à la demande du Coordonnateur ou d'un intervenant afin de gérer les interfaces sécurité des corps-d'état.

Celles-ci permettront de soulever les problèmes de sécurité liés à la coactivité des entreprises sur le site.

La présence des entrepreneurs convoqués à ces réunions est obligatoire.

IX.10. PENALITES

Les obligations décrites au présent PGC sont des obligations substantielles dont l'inobservation dûment constatée sera passible de pénalités de 150 € par manquement et par jour.

Le MOA se réserve le droit d'appréciation sur toute demande notifiée du coordonnateur sans qu'aucune contestation ne soit admise après l'application des pénalités.

La répétition de manquements graves sera la cause de résiliation du contrat de l'entreprise en défaut et à ses torts.

ANNEXE 1

CADRE DU P.P.S.P.S.

CADRE DU P.P.S.P.S.

Avant toute intervention sur le chantier :

Le PPSPS est établi par les entreprises et leurs co-traitants dans les conditions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994, sous la Direction et le contrôle du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur de Santé sécurité, et transmis en :

- Un exemplaire au coordonnateur S.P.S.
- Un exemplaire au pilote OPC
- Un exemplaire au Maître d'Œuvre,
- Un exemplaire à l'inspection du travail (suivant les cas)
- Un exemplaire à la CRAMIF (suivant les cas)
- Un exemplaire au Comité Régional de l'OPPBTB (suivant les cas)
- Un exemplaire à la Médecine du travail propre à chaque entreprise (l'avis du médecin sur le contenu du PPSP est à joindre avec ce dossier)
- Un exemplaire au C.H.S.C.T. ou, à défaut, aux Délégués du Personnel sur le contenu de PPSPS est à joindre avec ce dernier).

La transmission du PPSPS devra être préalable à toute intervention sur le site.

But :

Nécessite de rattacher étroitement les mesures de prévention aux procédés et aux modes d'exécution en fonction des risques qu'ils créent.

Coordonner les dispositions prises par les différents entrepreneurs.

Moyen :

Intégrer les mesures de prévention au processus et à l'outil de construction

Finalité :

Affirmer et imposer que la sécurité n'est pas un domaine d'improvisation journalière mais une réflexion rattachée étroitement aux méthodes d'exécution.

Action :

Par le responsable opérationnel de l'entreprise à qui est confiée la responsabilité de l'exécution.

Le PPSPS précisera notamment :

1. Renseignements généraux

- Noms et adresses :
 - De l'entrepreneur,
 - Du responsable de l'exécution des travaux,
 - Des sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation,
 - Du rédacteur du plan.
- Nature des travaux sous-traités.

- . Nom et numéro du Lot des travaux.
- . Effectif prévisible du chantier aux périodes de pointes (date et durée).
- . Les besoins en fluides et évacuations.
- . Les besoins en accueil, cantonnements, bureaux de maîtrise, magasins, stockages.
- . Les moyens d'approvisionnement qu'ils comptent utiliser.

2. Sécurité pendant l'exécution des travaux

. Analyse détaillée :

- Des procédés de construction et d'exécution,
- Des modes opératoires,
- Des consignes transmises par le coordonnateur.

. Énumération :

- Des matériels de production,
- Des installations de chantier,
- Des dispositifs particuliers prévus pour la réalisation de l'opération.

. Définition des risques prévisibles.

. Indication des mesures de préventions choisies :

- Protection collective,
- Protection individuelle.

. Énoncé des conditions de contrôle :

- De l'application des mesures de prévention,
- De l'entretien et des matériels.

. Analyse traitante :

- Des risques propres aux travaux de l'entreprise,
- Des risques liés aux interférences entre entreprises.

3. Consignes de prévention secours

. Consignes sur la conduite à tenir en présence d'un blessé.

. Liste :

- Des secouristes formés présents sur le chantier,
- Du matériel médical existant sur le chantier.

. Mesures prévues pour l'évacuation rapide de tous les accidents graves.

4. Mesures d'hygiène

. Hygiène des conditions de travail et prévention des maladies professionnelles :

- Nature des produits dangereux utilisés dans le chantier et nécessitant une surveillance médicale spéciale.

. Hygiène des locaux destinés au personnel :

- Mention des installations prévues (vestiaires, réfectoires, sanitaires)
- Capacité d'accueil et date de mise en service.

ANNEXE 2

Inspection commune dans un établissement en activité

(Article R4532-14 du Code du Travail)

Opération	RÉAMÉNAGEMENT DES ESPACES D'ACCUEIL
Lieu de l'opération	Palais IENA - 9 place d'Iéna – 75 016 PARIS
Date prévue de début	Fin 2025
Et fin de travaux	4 mois plus tard
Chef d'établissement	CESE – 9 place d'Iéna – 75 016 PARIS représentée par la Direction des Accueils des Publics et du Patrimoine Immobilier (DAPI)
PC Sécurité du site	A préciser
Coordonnateur SPS	DYNATECH, représentée par M. SIRODOT 8ter chemin de Launay – 78990 ELANCOURT 06 20 52 45 69 – florian.sirodot@dynatech-conseil.fr

I. Délimitation du chantier

A. Accès au site

- L'accès piétons personnel de chantier et les livraisons se feront par des accès spécifiques.

B. Localisation du chantier et matérialisation des zones

- Le chantier concerne les travaux le réaménagement des espaces d'accueil
- Les zones en chantier seront fermées et délimitées par des barrières physiques ou des portes. Des panneaux indiqueront l'interdiction d'accéder aux personnels hors chantier.
- Les entreprises auront l'interdiction de stocker du matériel en dehors de zones délimitées.
- Les contraintes d'accès et de livraison propre au palais devront être scrupuleusement respectées par les titulaires de lot et leurs sous-traitants.

II. Zones dangereuses interdites

Les zones dangereuses interdites aux personnels de chantier sont les suivantes :

- Toutes les zones de bureaux occupées par les résidents sans autorisation préalable de la DAPI sur site

En cas de besoins spécifiques d'intervention, chaque entreprise titulaire de lot fera une demande préalable à la DAPI.

III. Voies de circulation autorisées au personnel de chantier

A. Les voies pour le personnel chantier

- Les accès se feront par des accès aménagés dans le bâtiment.

B. Les voies pour les engins (si requis) :

- Les engins de chantier ne pourront circuler qu'à l'intérieur d'un périmètre délimité physiquement dans et à proximité de la zone de travaux.
- Les engins de manutention devront avoir obtenus les autorisations auprès du Coordonnateur SPS et ne pourront être en manœuvre que lorsque les voies de circulation intérieures auront été fermées physiquement

C. Circulations des résidents du site

- Les circulations protégées seront mises en œuvre par les entreprises de travaux à l'avancement.

- La DAPI prendra à sa charge les équipements et les dispositifs d'évacuation et de lutte contre l'incendie dans les zones en activité.
- Dans les zones chantier, l'entreprise titulaire du lot GO assurera la mise en place des dispositifs de lutte contre l'incendie et l'évacuation liés à ses points chauds.

IV. Locaux du personnel de chantier

- Le personnel de chantier disposera d'installations mises à disposition par le Maître d'Ouvrage.
- Les sanitaires des lieux en activités sont interdits aux personnels de chantier.

V. Travaux par points chauds

- En cas de travaux par point chaud, un permis feu devra être obtenu auprès du PC sécurité du site.
- Personne à contacter pour la mise au point d'un permis feu : xxxxxxxx
- L'entreprise titulaire du lot GO aura à sa charge la mise à disposition des moyens d'extinction et la formation du personnel.
- En cas de non-respect des règles de sécurité incendie, l'arrêt de situations à risques non maîtrisés pourra être exigé.

VI. Modalités d'organisation en cas d'urgence

En cas d'urgence incendie ou d'accident, le personnel devra immédiatement contacter les personnels suivants :

- MO : voir ci-dessus
- Pompiers : 18
- Loge gardien pour les permis feu : xxxxxxxx

VII. Travaux bruyants

En cas de travaux bruyants de longue durée, les entreprises devront avertir la DAPI des durées et intensités des gênes qui seront occasionnées.

Les résidents pourront demander aux entreprises de les prévenir d'opérations dont l'impact serait important.

VIII. Plan de prévention / PPSPS

Les entreprises transmettront leur PPSPS (ou leur Plan de prévention) au Maître d'Ouvrage et au Coordonnateur SPS avant intervention. Une attention particulière devra se porter sur les levages, les travaux par point chaud et le maintien des accès.

IX. Divers

Les sorties de secours du site en activité, devront être dégagées et leur nombre sera maintenu pendant la durée du chantier.

Les installations électriques devront se réaliser en concertation avec la DAPI. Seules des personnels habilités pourront déconnecter et raccorder les installations sur les réseaux existants. Des consignations écrites seront obligatoires, elles seront délivrées par du personnel électricien habilité


X. Responsabilités

L'application de l'ensemble des points édictés ci-dessus, relève du MO et des entreprises réalisant les travaux.

XI. Jours et horaires de travail

- Travaux, Horaires ⇒ de 8h00 à 17h00
- En dehors des jours ouvrés ⇒ prévenir le Maître d'Ouvrage via la DAPI
- Toute demande de travail la nuit ou le dimanche doit faire l'objet d'une autorisation préalable auprès des services de l'Inspection du Travail.

XII. Visas

Pour la DAPI	Pour le Coordonnateur SPS F. SIRODOT 
Pour le PC sécurité du site :	Pour les entreprises réalisant les travaux (titulaires de lot)

ANNEXE 3

DIAGNOSTICS AMIANTE ET PLOMB AVANT TRAVAUX

En attente